



CCIG info

Mensuel de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

Paroles d'entrepreneurs

Après Watches and Wonders Geneva, la parole est à deux acteurs de l'horlogerie Membres de la Chambre. ► **PAGE 4**

Commerce international

Lutte contre les émissions de GES: le point sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. ► **PAGE 5**

Assemblée générale

La dernière édition a été riche en contenu et en émotions. Retour sur l'événement. ► **PAGE 8**



PRÉVOYONS ENSEMBLE LA PÉRENNITÉ ET LA SUCCESSION DE VOTRE ENTREPRISE

- N°1 en Suisse
- 2000 produits

- 20 agences
- 1000 transactions / an

Tél. 022 700 22 22
pme@remicom.com

REMI(COM)

LOCAUX COMMERCIAUX - COMMERCE - ENTREPRISES

www.remicom.com

Économie

Agir pour Genève: 72 priorités d'une économie qui s'exprime d'une seule voix

Les organisations économiques genevoises, unies autour de leurs priorités pour le Canton, ont publié la brochure « Agir pour Genève » qui s'articule autour de 11 thématiques, elles-mêmes déclinées en 72 priorités pour Genève.

Pôle économique du pays, le canton de Genève se distingue par sa tradition d'ouverture, sa vocation internationale, la diversité de son tissu économique, l'excellence de sa place scientifique, ses infrastructures de qualité et un partenariat social fort. Ces atouts engendrent une prospérité élevée qui permet au Canton d'offrir un large éventail de prestations publiques. Genève doit toutefois rester conscient de la relative fragilité de son attractivité, dans un contexte de vive concurrence intercantonale et internationale. Avec une charge fiscale lourde pour certaines catégories de contribuables, des

dépenses étatiques élevées et un endettement important, l'objectif de finances publiques durablement saines reste d'actualité. Comme d'autres centres urbains, le Canton est confronté à des enjeux en termes d'insertion et de formation, de mobilité ou de partage du territoire.

Le Canton doit aussi faire face aux grandes transitions qui vont modifier notre modèle de société. Le vieillissement démographique, la décarbonation ou la révolution numérique sont autant d'opportunités que de défis supplémentaires. Dans ce contexte, les entreprises sont

des acteurs clés pour répondre à ces enjeux. Pilier de notre société, elles fournissent la majeure partie des emplois, forment les jeunes et réinsèrent les personnes qui se trouvent en marge du marché du travail. Par leur forte contribution fiscale, elles permettent la réalisation des prestations publiques et participent à la cohésion sociale. Elles sont aussi un moteur de la recherche et de l'innovation, aux côtés des hautes écoles.

Les entreprises ont besoin de conditions cadre favorables à l'activité économique qui assurent sécurité juridique et prévisibilité face aux



Retrouvez la brochure complète sur le site: urlz.fr/pkDK

suite page 2



START YOUR INTERNATIONAL CAREER

BACHELOR AND MASTER PROGRAMS IN:

- International Management
- International Relations and Diplomacy
- Digital Media
- Business Analytics
- Computer Science



Double degree with University of Plymouth (UK)



IIG.CH
in @ f

MARIO **MARCHESINI**
responsable de projets politiques



Libre-échange avec l'Inde, enfin!

ÉDITORIAL

Après 16 années de négociation, l'accord de libre-échange avec l'Inde a été signé à New Delhi le 10 mars 2024 entre la Suisse (via l'AELE) et l'Inde. Voici trois raisons pour lesquelles il convient de se réjouir de la signature de cette arlésienne.

Tout d'abord, l'Inde sera très vraisemblablement l'un des plus grands relais de croissance ces prochaines années. Première démographie et cinquième économie mondiale, le pays connaît un développement rapide avec une hausse moyenne du PIB entre 6 % et 7 %. Or, du fait de son protectionnisme, le sous-continent est peu intégré aux chaînes de valeur mondiales. Pour les exportateurs suisses, l'Inde n'est que le 26^e partenaire commercial (hors commerce de l'or). Droits de douane élevés (jusqu'à 22 %) et faible niveau de protection de la propriété intellectuelle étaient jusqu'à présent réhibitoires.

Deuxièmement, si l'accord est ratifié comme espéré en 2025, les entreprises suisses bénéficieront d'une formidable prime au premier arrivé. Contrairement à la concurrence européenne, 95 % des biens industriels exportés par la Suisse seront soulagés des lourdes taxes imposées par l'Inde. À noter également qu'aucune concession n'a été accordée par la Suisse sur les produits agricoles sensibles et que le respect des normes environnementales et sociales des deux pays est garanti.

Troisièmement, il s'agit d'un accord mutuellement bénéfique. La protection de la propriété intellectuelle, condition sine qua non pour la pharma suisse, bénéficiera également à l'Inde. Contrairement à une idée entendue parfois, il ne s'agit pas d'opposer l'une à l'autre. C'est à la demande de l'Inde qu'est inclus un chapitre sur la promotion des investissements. Le gouvernement cherche à attirer des capitaux étrangers en particulier pour stimuler ce secteur prometteur. En 15 ans, ce sont 100 milliards de dollars d'investissement par les pays de l'AELE et un million d'emplois induits qui sont espérés.

En conclusion, il s'agit vraisemblablement de l'accord offrant le plus grand potentiel pour les entreprises suisses à moyen terme, et cela sans concessions douloureuses.

► suite de la page 1

changements. Une économie aussi globalisée que celle de Genève est plus sensible aux facteurs externes sur lesquels nous n'avons pas prise. Les conséquences de la pandémie de Covid se font sentir en termes d'inflation ou de montée de politiques industrielles protectionnistes. La pression internationale en termes de fiscalité des personnes morales devient toujours plus forte, l'instabilité géopolitique augmente et influe sur les secteurs exportateurs et la hausse des prix de l'énergie pèse sur la production.

Les organisations économiques cantonales souhaitent rappeler les préoccupations actuelles des entreprises et leur volonté de faire face aux défis liés notamment à la durabilité. Cette feuille de route pragmatique appelle à répondre aux besoins les plus urgents pour permettre à l'activité économique de se déployer et de contribuer au bien-être de la société.

Cette initiative découle de la volonté de se rassembler pour promouvoir des conditions cadre attrac-

tives et rappeler l'importance d'une économie dynamique. Au printemps dernier, plusieurs objets soumis à votation mettaient en danger la prospérité du Canton. Si les citoyens ont permis à Genève de rester attractive, rien n'est définitivement acquis. Dans un contexte de transitions majeures, il convient de rappeler les conditions qui assurent le succès économique du Canton et qui permettent de mettre en œuvre des politiques publiques ambitieuses et solidaires, contribuant ainsi à la cohésion sociale. ■

Agir pour Genève

Équilibrer la fiscalité pour soutenir l'activité économique à Genève

Le canton de Genève, véritable locomotive économique, se distingue par son dynamisme et son attractivité internationale. Toutefois, sa pérennité dans un environnement concurrentiel exige une vigilance particulière, notamment en matière de fiscalité.

À Genève, la pyramide fiscale est fragile, car elle repose sur une minorité de contribuables qui sont soumis à une pression fiscale élevée. Si cette situation assure des recettes importantes pour le canton, elle peut s'avérer contre-productive à long terme, en décourageant les entrepreneurs.

Face à cette réalité, et dans le cadre du programme « Agir pour Genève » qui définit les priorités des associations économiques genevoises, dont la CCIG, ces dernières plaident en faveur d'une fiscalité équilibrée, attractive et non confiscatoire. Elles soulignent l'importance de maintenir un juste équilibre entre le financement des prestations publiques permettant la redistribution des richesses et la préservation du dynamisme entrepreneurial. La compétition pour attirer et retenir les entreprises est intense, et la

fiscalité est un élément de poids dans ce processus.

Dans cette recherche de l'équilibre, les réformes fiscales jouent un rôle majeur. À l'instar de la réforme de l'imposition des entreprises RFFA qui a démontré son efficacité en générant des excédents de recettes considérables pour le canton, celle de l'OCDE sur l'imposition minimale s'inscrit dans ce sillage des réformes fiscales majeures. Cependant, pour assurer sa pérennité, elle doit être assortie de mesures d'accompagnement appropriées et élargies aux personnes physiques. En effet, le canton de Genève présente parmi les charges fiscales sur les personnes physiques les plus élevées de Suisse. Dès lors, un allègement de cette charge s'impose.

Par ailleurs, si Genève offre des avantages fiscaux importants aux revenus modestes, la fiscalité des classes moyennes et des hauts revenus pèse quant à elle très lourd. La progressivité de l'impôt, bien que nécessaire, ne doit pas compromettre l'attractivité du canton ni décourager l'entrepreneuriat.

Dans le domaine de l'imposition des entrepreneurs, l'un des points cruciaux

concerne l'imposition de la fortune de ces derniers qui reste élevée à Genève. Cette taxation de l'outil de travail peut décourager l'investissement et entraver la croissance des entreprises. Ce sont, finalement, les PME qui sont touchées par les conséquences d'une fiscalité parfois déséquilibrée et perçue comme étant injuste.

Dans ce contexte, les propositions visant à maintenir la compétitivité des entreprises et à réduire la fiscalité touchant l'outil de travail sont essentielles pour soutenir l'activité économique à Genève.

En conclusion, la réduction de la fiscalité touchant l'outil de travail apparaît comme une mesure capitale pour stimuler l'entrepreneuriat. La réforme genevoise allant en ce sens qui sera probablement soumise au peuple prochainement, témoigne de la volonté du canton de trouver un juste équilibre fiscal, favorable à la prospérité de tous.

Vincent Subilia directeur général,
Chambre de commerce, d'industrie et
des services de Genève (CCIG)

Publié dans l'Agefi le 8 mars 2024

L'ARBRE NOTRE NATURE

Découvrez une grande sélection de végétaux à Satigny.
Pour particuliers & professionnels.


LA PEPINIERE

jacquet.ch



Prévoyance professionnelle

Un outil pour le bien-être financier à long terme des salariés



Après 15 années passées dans ce domaine très pointu, **Julia Paoli** a rejoint en 2023 la banque Edmond de Rothschild (Suisse) S.A. où elle a été récemment nommée responsable du département prévoyance. Entretien avec une spécialiste.

La prévoyance est-elle un moyen de retenir ses talents ?

Dans un contexte économique de plus en plus exigeant, la prévoyance professionnelle se révèle être un outil stratégique de fidélisation des salariés en Suisse. En effet, elle offre aux employés des avantages compétitifs non négligeables. En proposant des plans de prévoyance attrayants, les entreprises démontrent leur engagement envers le bien-être financier à long terme de leurs employés. Ces avantages contribuent à attirer des talents qualifiés et à maintenir un haut niveau de satisfaction au sein d'une équipe.

Les plans de prévoyance peuvent inclure des mécanismes incitatifs, tels que des contributions supplémentaires de l'employeur, des options

d'investissement avantageuses et sur mesure, des prestations complémentaires en cas d'incapacité de travail ou de décès. Ces mécanismes respectent les besoins spécifiques et les objectifs financiers de chaque employé en matière de prévoyance. La structure d'un plan de prévoyance peut également offrir des avantages fiscaux, notamment dans le contexte des rachats et de la déduction fiscale des cotisations.

Existe-t-il des outils en matière de prévoyance pour contribuer à l'épanouissement professionnel des employés ?

La prévoyance professionnelle ne se limite pas à la sécurité financière individuelle. Le facteur salarial n'étant plus suffisant pour garantir

une loyauté professionnelle, la prévoyance devient un outil de plus en plus important pour les ressources humaines et plus globalement joue un rôle grandissant dans la stratégie de rétention et de fidélisation pour les entreprises.

Quelles sont les tendances en matière de prévoyance auprès des PME ?

On constate une augmentation de la sensibilisation au sujet, notamment grâce à la mise en place de prestations de prévoyances complémentaires. Les employés adoptent de plus en plus des solutions de prévoyance professionnelle flexibles et adaptées à leurs besoins. On note également une attention croissante envers la gestion des risques liés aux incapacités de travail et aux décès prématurés.

Doit-on former ses salariés à la prévoyance ?

Absolument. Ce sujet est complexe et souvent mal communiqué. Les individus s'y intéressent tard alors qu'un travail éducatif et pédagogique devrait être davantage enseigné dès les prémices de la vie active. Sensibiliser les nouvelles générations au système social suisse reposant sur les fameux trois piliers reste un enjeu majeur. Dans le futur, il serait fondamental de faire de ce sujet et de sa communication une priorité auprès des collaborateurs des entreprises et des citoyens suisses. Ces dernières semaines, notre département Prévoyance Edmond de Rothschild a justement organisé des rencontres et convié divers intervenants, dans un souci de formation. ■

Communauté et services

Votre Chambre se porte bien !

74

C'est le nombre de nouveaux Membres que la Chambre a accueillis entre début janvier et fin mars, ce qui représente près de 30 % des adhésions par rapport à 2023. Parmi les secteurs représentés, citons le conseil, les investissements, le commerce, l'événementiel, l'immobilier et la communication.

29

C'est le nombre d'événements destinés à nos Membres que le Pôle Events a organisés au 15 avril. Ce chiffre comprend notre Assemblée générale, l'accueil des nouveaux Membres, les rendez-vous de réseautage, le premier Market Focus de l'année et les formations, organisées par la CCIG ou en collaboration avec nos partenaires.

MAISON DE CCIG L'ECONOMIE

JOURNÉE PORTES OUVERTES,
JEUDI 25 AVRIL DE 12 H À 15 H 30

INSCRIVEZ-VOUS !

BIENVENUE

Mettez vos offres d'emploi à la une

«Le Temps» lance **letempsemploi.ch**, le nouveau site de référence sur l'emploi en Suisse romande. Diffusez vos offres auprès des profils les plus qualifiés, créez votre page entreprise et bénéficiez d'une visibilité privilégiée grâce à notre abonnement Premium.

EMPLOI | RESSOURCES HUMAINES | MANAGEMENT

LE TEMPS EMPLOI



letempsemploi.ch

Paroles d'entrepreneurs

Entre dynamisme et créativité, il y a du mouvement dans la haute horlogerie genevoise

Chaque mois désormais, nous donnons la parole à nos Membres, quel que soit leur domaine d'activité. En ce mois d'avril, l'actualité horlogère nous a donné envie de poser trois questions à deux acteurs très différents du secteur: **Matthieu Humair**, CEO du Salon international Watches and Wonders Geneva, et **Felix Baumgartner**, horloger indépendant et codirecteur, avec le designer **Martin Frei**, de la marque de Haute horlogerie Urwerk. Ils ont pris le temps de nous répondre.

Matthieu Humair



En 2019, le Salon international de haute horlogerie (SIHH) a été officiellement rebaptisé Watches and Wonders Geneva en 2020.

Le succès de ce rendez-vous international a donné naissance, deux ans plus tard, à la Watches and Wonders Geneva Foundation, créée par trois poids lourds du secteur: Rolex, Richemont et Patek Philippe.

La fréquentation du Salon et la typologie du public ont-elles évolué depuis 2020?

Le format du Salon a changé depuis 2020. Suite au succès de 2023, nous ouvrons ses portes au grand public, pour la première fois sur 3 jours. Néophytes, amateurs ou collectionneurs peuvent s'immerger et vivre une expérience unique dans l'univers de l'horlogerie. Sur les 12 000 billets vendus l'an dernier, l'âge moyen était de 35 ans et 25% de ces visiteurs avaient moins de 25 ans, ce qui démontre le grand intérêt des jeunes générations.

Watches and Wonders Geneva Foundation

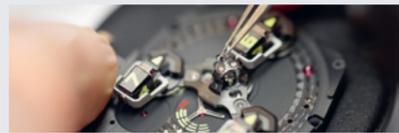
Pont de la Machine 1 - 1204 Genève - www.watchesandwonders.com

Peut-on affirmer aujourd'hui qu'un Salon tel que W&WG contribue à dynamiser le secteur de la Haute horlogerie?

Absolument. Watches and Wonders Geneva est le plus grand Salon horloger jamais organisé à Genève. 54 Maisons horlogères, un record, se réunissent aujourd'hui pour parler d'une seule et même voix. C'est un message fort pour notre industrie et pour l'image de Genève à l'étranger.

Quel rôle les technologies numériques et les plateformes virtuelles jouent-elles désormais dans l'expérience du Salon et, plus généralement, la promotion de l'horlogerie de luxe?

La pandémie a accéléré notre transformation digitale. Aujourd'hui Watches and Wonders Geneva propose une plateforme hybride, à la fois physique et digitale, ce qui nous donne beaucoup de flexibilité. Le digital nous permet également de mettre de nouvelles fonctionnalités au service de l'expérience du visiteur quand il vient sur le Salon.



Depuis l'UR-103, le premier garde-temps de la marque à utiliser le concept « satellite », les modèles Urwerk ont toujours fait figure d'OVNI dans le paysage horloger. Ce n'est pas un hasard...

Le nom même de votre société est un jeu de mots. Certains de vos modèles proposent des « voyages immobiles ». Quelles sont vos sources d'inspiration?

Elles sont partout, de la science-fiction, dont je suis fan depuis l'enfance, de mes lectures et de mes voyages. Et puis nous sommes deux aux manettes, Martin Frei et moi. Nous nous livrons à des « batailles » d'idées qui se terminent souvent en feu d'artifice.

URWERK SA

Place du Bourg-de-Four 5 - 1204 Genève - 022 900 20 25 - www.urwerk.com

La rotation du cercle pour indiquer l'écoulement du temps semble être dans votre ADN. Pourtant vous êtes loin de tourner en rond?

Nous tordons la routine de la rotondité pour redessiner le périphe de l'aiguille sur le cadran. D'ailleurs, a-t-on besoin d'une aiguille sur un cadran? Il suffit souvent de décaler son regard, de prendre un peu de recul et tout devient alors différent, plus festif, moins routinier.

Depuis 2011, Urwerk soutient Only Watch, qui lève des fonds pour la recherche sur la dystrophie musculaire de Duchenne. Pourquoi?

Nous nous sommes toujours investis dans la vie sociale en participant à des ventes aux enchères caritatives par exemple, en soutenant des causes qui nous tiennent à coeur. Tels les colibris de la fable, « nous essayons de faire notre part, aussi modeste soit-elle ». Et autant que nous le pouvons.



Felix Baumgartner

Biotechnologie

Lutte contre les maladies neurodégénératives: Genève en tête!



GeNeuro se bat pour apporter aux patients des solutions contre la progression des maladies neurodégénératives et auto-immunes. Entretien avec **Jesús Martín-García**, Directeur général de la société.

Dans quel domaine l'entreprise est-elle active?

Entreprise active dans la biotech en phase clinique, GeNeuro développe des traitements novateurs contre les maladies neurodégénératives.

De quelles avancées scientifiques GeNeuro peut-elle se prévaloir?

GeNeuro exploite la biologie des rétrovirus endogènes humains (HERVs) qui sont les traces de virus ayant contaminé nos ancêtres et intégré notre ADN. Normalement réprimés au sein de nos cellules, des HERVs peuvent être activés par des virus externes et exprimer des protéines pathogènes. L'approche de GeNeuro est de neutraliser les protéines pathogènes HERV produites par le patient et qui alimentent des processus

comme la neurodégénérescence. Leader de ce domaine, GeNeuro a tissé un vaste réseau de partenariats, partout en Europe mais aussi aux États-Unis avec, par exemple, le National Institute of Health ou avec Verily (ex-Google Health), avec qui GeNeuro mène des recherches conjointes sur le COVID.

Quel est l'état d'avancé de vos travaux?

La société a deux programmes en clinique. Le premier contre la progression

de la sclérose en plaques, car les traitements actuels sont efficaces contre les relapses (inflammation), mais ont malheureusement peu d'impact sur la progression de la maladie à long terme. Le second contre les syndromes sévères neurologiques post-COVID. Cette étude a recruté plus de 200 volontaires, dont la majorité en Suisse, sur la base de la détection d'une protéine pathogène dans le sang des patients affectés. Les résultats principaux seront connus en juin de cette année. ■

SPGI COMMERCIAL PROPERTY ADVISORS

Vernier

Chemin de l'Émeraude 10

Locaux aménagés prêts à l'emploi
Rez-de-chaussée grande hauteur dès 250.-/m²/an
Étages dès 220.-/m²/an
Accès quais camions et camionnettes
Monte-charge 5 tonnes de grande capacité
Proche de la gare de Meyrin et des commodités

Disponible de suite

SPGI Geneva SA geneva.spgi.ch
Anne-Pascale Marchand 022 707 46 66 | apm@spgi.ch

À louer

M
METIERS
VERNIER

Locaux de type
ateliers artisanaux
et industriels
dès 220 m²

IN ASSOCIATION WITH
CUSHMAN & WAKEFIELD

metiersvernier.ch

Management de projets

Un leader du conseil, de la conception et de l'exploitation de bâtiments



l'industrie, l'énergie et les infrastructures. Au sein d'équipes interdisciplinaires, 230 collaborateurs à Zurich, Bâle et Lausanne et Genève assistent des clients de divers secteurs économiques. Nous avons posé quelques questions à Rico Ineichen, Managing Director.

Comment Drees & Sommer s'engage-t-elle en matière de durabilité ?

Drees & Sommer a inventé le concept « Beneficial Company », dont le but est de rendre à l'environnement et à la société plus que ce qui est consommé par notre activité d'entreprise en s'engageant sur la voie d'une économie circulaire. Pour nous, l'économie, l'écologie et le social sont indissociables. Drees &

Depuis 2008, Drees & Sommer Suisse accompagne les maîtres d'ouvrage privés et publics et les investisseurs en proposant des solutions durables, innovantes et économiques pour l'immobilier,

Sommer publie chaque année un rapport sur le développement durable en se référant aux directives de la Global Reporting Initiative (GRI). Nos collaborateurs élaborent systématiquement des solutions durables dans leurs projets qui concilient les objectifs économiques, sociaux et environnementaux de nos clients à long terme.

Quelle stratégie l'entreprise a-t-elle mise en place pour assurer la réussite de projets dans des environnements culturels et réglementaires différents ?

Le groupe Drees & Sommer emploie des personnes de 72 nationalités différentes s'exprimant en plus de 68 langues avec une expérience sur tous les principaux marchés immobi-

liers du monde. Cette diversité culturelle nous permet d'accompagner nos clients dans les différents environnements. La diversité et l'inclusion font partie intégrante de notre culture d'entreprise.

Pouvez-vous citer un exemple concret d'optimisation des performances des bâtiments ?

La Tilia Tower®, haute de 85 mètres (maître d'ouvrage Insula AG), sera construite à Prilly, à l'ouest de Lausanne, dans les prochaines années. Le projet prévoit une construction mixte bois-béton et un concept énergétique innovateur réduisant l'empreinte carbone pendant tout le cycle de vie.

Drees & Sommer a été mandaté pour les services suivants :

- conseil en développement durable et construction circulaire,
- développement du concept énergétique,
- labelisation (MINERGIE-P-ECO et SNBS),
- 2 000 watts,
- physique du bâtiment.

Drees & Sommer Suisse fait partie du groupe Drees & Sommer SE qui compte environ 5 100 employés repartis sur 59 sites dans le monde. L'entreprise fournit toutes ses prestations alliant écologie et rentabilité à long terme. ■

DREES & SOMMER

www.dreeso.com/ch/fr/

Commerce international



Le point sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières

L'UE s'est fixé l'objectif ambitieux de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 55% (par rapport à 1990) d'ici à 2030. Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) permettra de lutter contre les fuites de carbone, c'est-à-dire les délocalisations de productions émettrices de gaz à effet de serre vers des pays hors UE moins contraignants.

Le MACF (ou CBAM pour Carbon Border Adjustment Mechanism) consiste à imposer une taxe carbone sur certains produits importés. Dans un premier temps, la taxe carbone s'appliquera aux produits les plus polluants (fer et acier, ciment, aluminium, engrais et électricité, hydrogène. Voir l'annexe 1 du règlement UE 2023/956).

Il faut partir du principe que la liste des numéros tarifaires tombant sous le coup du MACF s'allongera à partir de 2026. D'ici à 2030, tous les biens couverts par le système européen d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre (SEQE ou ETS) devraient être inclus.

Les marchandises ayant une origine AEE ou UE (selon les règles d'origine non préférentielle de l'UE) seront exemptées de la taxe, de même que les envois d'une valeur égale ou inférieure à 150 euros. Les règles du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières sont applicables depuis le 1^{er} octobre 2023 avec une période de transition. Pendant cette période, les importateurs ou les représentants indirects des importateurs non établis dans l'UE devront déclarer trimestriellement les émissions carbone des produits importés en indiquant :

- les quantités importées,
- les émissions directes,
- les émissions indirectes,
- le prix du CO₂ à l'étranger.

À la fin de la période de transition, le 1^{er} janvier 2026, les importateurs de l'UE devront déclarer les émissions liées au processus de production et, si elles dépassent le standard européen, acquies un certificat d'émission au prix du CO₂ dans l'UE. Si un marché carbone existe dans le pays exportateur, ils paieront seulement la différence. L'UE a publié des [informations détaillées](#). ■

S-GE organise un **webinaire sur le MACF le 18 juin 2024**, en collaboration avec PwC. Les inscriptions sont ouvertes !

Switzerland Global Enterprise (S-GE) soutient les PME suisses dans leur développement international, en coopération avec les chambres de commerce et d'industrie suisses.

INFORMATIONS : www.s-ge.com - 021 545 94 94 - suisse-romande@s-ge.com



Choisir, c'est agir.



Notre contribution au développement d'une électricité plus verte et locale.

sig-vitale.ch



Découvrir des projets soutenus par le Fonds Vitale Vert pour la biodiversité et l'innovation : sig-ge.ch/fonds-evv

SIG

LE POINT SUR L'ARBITRAGE

Le Swiss Arbitration Centre : encadrer et renforcer l'arbitrage

Le Swiss Arbitration Centre est une institution spécialisée dans la résolution des litiges. À ce titre, elle supervise des procédures de médiation et, principalement, d'arbitrage. En tant qu'institution, le Centre ne va pas lui-même trancher le différend qui oppose les parties. En d'autres termes, il n'agit pas lui-même comme tribunal arbitral. Le Centre veille en revanche au bon déroulement de l'arbitrage et au respect des règles de procédure prévues dans le Règlement suisse d'arbitrage international. Le Centre s'assure aussi que l'arbitrage se déroule de manière efficace, sans retards ni coûts inutiles.

Le rôle du Centre consiste notamment à intervenir en cas de blocage dans la procédure arbitrale, par exemple lors de la constitution du tribunal arbitral.

Ainsi, si les parties n'arrivent pas à désigner conjointement un ou une arbitre unique, le Centre procédera lui-même à la nomination. Dans ce contexte, les parties peuvent compter sur le vaste réseau de professionnels qualifiés à disposition du Centre. Celui-ci est en outre chargé d'approuver (ou ajuster) les honoraires et frais des arbitres en fin de procédure, pour s'assurer que ces coûts restent raisonnables.

Outre son rôle administratif lors de l'arbitrage, le Centre accompagne les parties même après la fin de la procédure. Il propose par exemple un service de certification des sentences arbitrales. Cela permet de faciliter leur reconnaissance et leur exécution à l'étranger. Du reste, le Centre et son personnel sont tenus par une stricte obligation de confiden-

tialité, qui perdure après l'arbitrage. Le Swiss Arbitration Centre agit ainsi comme une entité indépendante et impartiale. Il est garant de l'intégrité des procédures soumises au Règlement suisse d'arbitrage international. Toutes ces caractéristiques font du Centre un choix privilégié pour la résolution des litiges commerciaux par la voie de l'arbitrage.

Hébergé à la Maison de l'économie, le Swiss Arbitration Center a été cofondé par la CCIG, dont elle est actionnaire. Vincent Subilia, directeur général de la Chambre, siège au sein de son Conseil d'administration. ■



■ CONTACT ET INFORMATIONS :
www.swissarbitration.org/ ou
centre@swissarbitration.org

La Chambre au fil du temps

Cette année-là... 1924



Le saviez-vous ? Cette rubrique présente la CCIG à travers les dates importantes de son histoire, à raison d'une année chaque mois.

1924, la Chambre contribue au « Cahier de revendications genevoises N°2 ». Quid ? Rewind. Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, Genève est à la croisée des grandes routes reliant le sud de la France à l'Italie et à l'Europe centrale. L'avènement des chemins de fer, dix ans avant la création de la Chambre, mettra à mal cette situation privilégiée. En 1887, la Chambre adresse au Conseil d'État (qui le transmet au Conseil fédéral) un mémoire baptisé « Cahier de revendications genevoises N°1 » préconisant entre autres le raccordement de la gare Cornavin à celle des Vollandes ainsi qu'avec les réseaux voisins du Jura, que le rapport baptise du nom de « Ligne de la Faucille ». Cette dernière, qui aurait amélioré la situation pour Genève, ne verra jamais le jour. Les résultats de ce premier cahier seront maigres.

En 1924, le Cahier de revendications N°2 comprend, outre les questions ferroviaires non résolues, des demandes relatives à la navigation fluviale, à l'aviation et au service postal. Là encore, et malgré l'influence de la Chambre, les résultats seront décevants.

Rédigé en collaboration avec l'Association des intérêts de Genève, le troisième et dernier Cahier est adressé au Conseil fédéral le 28 février 1939. Il concerne dix domaines différents, parmi lesquels figurent les zones franches, les voies d'accès, les tarifs, les mesures fiscales, le coût de la vie, l'agriculture, les institutions fédérales et l'établissement des étrangers. La guerre interrompra les études auxquelles différentes instances fédérales se penchaient « avec bienveillance »... ■

Retrouvez tout l'historique de la Chambre au petit Musée de la CCIG lors de votre prochain passage.

<https://tinyurl.com/MuseedelChambre>

RESSOURCES HUMAINES

Une nouvelle tête à la CCIG !



Le 1^{er} février dernier, les effectifs du département Communication de la Chambre se sont enrichis d'un nouveau chargé de communication. Après des études en sciences sociales et philosophie, Mehdi Mokdad a passé plus de 8 ans à l'Unité Communication de la Haute école pédagogique (HEP) du canton de Vaud, notamment en qualité de responsable éditorial et de spécialiste en stratégie digitale. Par ailleurs musicien, instrumentiste et compositeur, il répond déjà, par son talent et son expérience, à l'exigence de qualité du département. ■

Retrouvez-nous sur Instagram !



Pour votre sortie d'entreprise

Choix d'excursions d'une journée et plus...



Watch and Cow
 +41 22 552 39 89
contact@watchandcow.ch
day-trip-geneva-fr.ch



UNE FAMILLE,
UN VOYAGE,
MILLE SOUVENIRS



AU TIGRE VANILLÉ
 CREATION DE VOYAGES

VOYAGES SUR MESURE

SAFARIS D'EXCEPTION | CROISIÈRES PRIVÉES | IMMERSIONS NATURE | GRANDS VOYAGES CULTURELS

autigrevanille.ch | Genève • Rive 8 • +41 22 817 37 37 | Lausanne • Petit-Chêne 28 • +41 21 550 72 37

Partenaire

Évolution et perspectives de la communication vidéo dans le monde des entreprises !

Depuis les premières diffusions télévisuelles jusqu'à l'essor fulgurant des plateformes de streaming et des réseaux sociaux, la communication vidéo a traversé des décennies de transformations. Aujourd'hui, elle est au cœur des stratégies de communication des entreprises, et son évolution continue de redéfinir la manière dont elles interagissent avec leur public.



BeVisible.swiss, une agence spécialisée dans la production vidéo, qui met à profit toutes les avancées technologiques pour soutenir les entreprises dans leurs besoins de communication vidéo.

Interview avec Philippe Perakis, directeur de l'agence BeVisible, expert en communication vidéo, qui partage sa vision sur l'évolution et les perspectives de la communication vidéo au sein des entreprises.

Pourriez-vous nous donner un aperçu de l'évolution de la communication vidéo au sein des entreprises ?

La communication vidéo a parcouru un chemin remarquable au fil des ans. Dans le passé, elle était principalement limitée aux grandes entreprises en raison des coûts élevés de production et de diffusion. Mais aujourd'hui, avec l'avènement d'Internet et des médias sociaux, la technologie des caméras intégrée dans les smartphones, les barrières à l'entrée ont considérablement diminué, permettant aux entreprises de toutes tailles de tirer parti de ce puissant outil de communication.

Vous avez mentionné l'importance croissante d'Internet et des médias sociaux. Comment ces plateformes ont-elles influencé la communication vidéo des entreprises ?

Les plateformes en ligne ont véritablement révolutionné la manière dont les entreprises interagissent avec leur public. Aujourd'hui, la

vidéo est omniprésente, des annonces publicitaires aux vidéos de produits en passant par les témoignages clients. Les entreprises utilisent ces plateformes pour diffuser du contenu engageant et captivant, renforçant ainsi leur image de marque et leur relation avec leur public.

Comment voyez-vous l'impact de l'intelligence artificielle sur la communication vidéo des entreprises ?

L'intelligence artificielle représente une véritable révolution dans ce domaine. Elle permet non seulement de simplifier les processus de production vidéo, mais aussi d'améliorer la qualité du contenu. Avec des outils d'IA, il devient possible de filmer et de monter des vidéos de qualité professionnelle avec un simple smartphone. Cela ouvre de nouvelles opportunités pour les entreprises, en leur permettant de créer du contenu rapidement et à moindre coût pour les réseaux sociaux.

En parlant de coûts, beaucoup d'entreprises se demandent s'il est préférable d'externaliser la production vidéo ou de la gérer en interne. Quelle est votre opinion sur ce sujet ?

C'est une question importante et il n'y a pas de réponse universelle. Chaque entreprise est différente et

doit prendre cette décision en fonction de ses besoins et de ses ressources. Cependant, je crois fermement que la collaboration entre les agences spécialisées et les équipes internes peut être la clé du succès. Les agences apportent leur expertise et leur créativité, tandis que les équipes internes ont une connaissance approfondie de la marque et de ses objectifs.

Pour conclure, quel conseil donneriez-vous aux entreprises qui cherchent à améliorer leur communication vidéo ?

Pour améliorer leur communication vidéo, je conseille aux entreprises de rester à l'affût des dernières tendances et technologies. Cela implique d'explorer de nouvelles techniques de production et d'investir dans la formation de l'équipe, tout en jonglant habilement avec différentes approches de production. Utiliser des smartphones pour les vidéos destinées aux réseaux sociaux offre une flexibilité et une réactivité cruciales, mais pour les projets plus complexes, il est judicieux de déléguer la production à des agences spécialisées. En intégrant

ces différentes stratégies et en restant ouvert aux innovations, les entreprises peuvent maximiser l'efficacité et l'impact de leur communication vidéo, renforçant ainsi leur positionnement sur le marché et leur relation avec leur public cible. ■

CONTACT :

www.bevisible.swiss
contact@bevisible.swiss



Vous ne voudriez pas voir
vos données personnelles fuiter sur internet ?
 Vos clients non plus !

Contactez-nous pour un accompagnement personnalisé

0848 912 912
bravo@devillard.ch

devillard
IT · GED · IMPRESSION · ÉCRANS

Agenda

RÉSEAUTAGE

7h30 de la Chambre

Jeudi 18 avril 2024 de 7h30 à 9h30 - CCIG

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch

ÉVÉNEMENT EN PARTENARIAT

Jeudi 25 avril 2024 de 11h45 à 14h15
Hôtel Warwick, rue de Lausanne 14, GenèveBusiness luncheon with
Delphine Bachmann

Organisation: The British-Swiss Chamber of Commerce

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch

RÉSEAUTAGE

17h30 de la Chambre

Mardi 7 mai 2024 de 17h30 à 19h30 - CCIG

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch

ÉVÉNEMENT EN PARTENARIAT

Vendredi 26 avril 2024 de 8h30 à 10h30 - CCIG

Présentation du nouveau
règlement sur les zones
industrielles et d'activités
mixtes (RZIAM)Organisation: Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI),
en collaboration avec la CCIG.PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch

FORMATION EXPORT NOUVEAU!

Jeudi 16 mai 2024 de 13h30 à 17h - CCIG

Le b.a-ba de l'export

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch

FORMATION

Mardi 21 mai 2024 de 8h45 à 12h30 - CCIG

Augmenter les ventes
grâce au marketing de
contenus intégrant l'IA

Organisation: Cadschool en collaboration avec la CCIG

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch

IMPRESSUM

CCIGinfo

Mensuel destiné aux Membres de la CCIG.
Parution: 10 numéros par an,
3800 exemplaires

Responsable d'édition: Elsa Floret

Coordination: Pierre Giamarchi

Rédaction:

Mohamed Atiek, Simon Demaurex,
Pierre Giamarchi, Mario Marchesini,
Shanaize Yahiaoui

Insertions:

HP media SA, tél. 022 786 70 00

Graphisme: Fabrizio Rossi

Impression: Atar Roto Presse SA, Satigny

Contact: publications@ccig.ch

Maison de l'économie

Bd du Théâtre 4 - 1204 Genève

Tél. + 41 (0)22 819 91 11

www.ccig.chimprimé en
suisse

EDITEUR

159^e Assemblée générale CCIG

Deux femmes entrepreneures à la tête de la Chambre !

Pour la première fois de son histoire, la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève sera présidée par deux femmes entrepreneures. À l'occasion de l'Assemblée générale de la CCIG, qui s'est tenue le 26 mars dernier à Palexpo, les Membres ont en effet désigné **Laurence de la Serna** à la présidence de l'association et **Isabelle Harsch** au poste de vice-présidente.

Vincent Subilia, directeur général de la CCIG, a remercié chaleureusement, pour son investissement remarquable, le président sortant, **Gilles Rufenacht**, qui prendra à l'automne 2024 ses nouvelles fonctions de directeur général de Genève

Aéroport. Il s'est par ailleurs réjoui de sa future collaboration avec deux femmes d'exception.

L'Assemblée générale de la CCIG a désigné au Comité **François Rohrbach**, directeur général et

directeur des ressources humaines pour la Suisse chez dsm-firmenich. Par ailleurs, l'Assemblée générale a désigné au Conseil économique les personnes suivantes pour les secteurs: **grande distribution**, Grégory Décaillet, directeur général, Migros

Genève et Thierry Steininger, directeur fiscal, Maus Frères SA; **service de conseil aux entreprises**, Éric Duvoisin, International Tax Partner, Ernst & Young SA; **transitaires, transport de marchandises**, Thierry Moreno, CEO et fondateur,

NV Logistics; **chimie, pharma, fragrances et multinationales**, Roch Ogier, CEO, OM Pharma; **banque, finance, fintech**, Denis Pittet, associé gérant, Groupe Lombard Odier; **commerce de détail**, Joël Vellas, associé gérant, Bike Sold. ■



1. De g. à dr.: Vincent Subilia, directeur général, Delphine Bachmann, Conseillère d'État, Laurence de la Serna, présidente, et Isabelle Harsch, vice-présidente.

Quelques moments de l'Assemblée générale 2024 et du dîner annuel qui s'est ensuivi sur le thème du terroir.

PLATINE

OR

ARGENT

BRONZE

SKYNIIGHT BCGE

m3 IMMOBILIER GEO COPREUS-ET devillard CGN+ swisscom msc

NESPRESSO PROFESSIONAL Allianz Agence générale Jacques Romly PORTS FRANCE Protectas

HARSCH SUCAFINA LeverX EVERSHEDS SUTHERLAND SWISS

Russell Bedford
looking you further
Russell Bedford Fiduciaire Genève SA

SWISS RISK CARE FLORIMONT BeVisible MEDIAONE GLOBAL READY. LOCAL TOUCH

Vitol JTI integral Groupe SIG fort MIGROS GENÈVE

Hilton groupe mutuel P&G BALESTRIFIC

PARTENAIRES